

**A bas Morsi ! A bas les militaires !**

# Des millions dans la rue en Egypte

Une déclaration de la LIT-QI

Le peuple égyptien fait de nouveau trembler le monde. Son dévouement courageux, sa persévérance tenace et sa puissante énergie révolutionnaire semblent inépuisables et illuminent le chemin de la libération sociale pour les classes exploitées de tous les pays.

Un an après l'investiture du président égyptien Mohamed Morsi, la classe ouvrière et les masses populaires du pays le plus peuplé dans cette région sont, très probablement, les protagonistes de la plus grande mobilisation dans l'histoire de l'humanité.

Des sources de l'armée égyptienne elle-même ont reconnu que plus de 14 millions de personnes sont descendues dans la rue, le dimanche 30 juin, dans les grandes villes de l'Egypte.<sup>1</sup> D'autre part, les organisations sociales et l'ample éventail de partis bourgeois opposés au gouvernement des Frères musulmans affirment que pas moins de 17 millions de manifestants ont envahi les rues.

Ce fait est si majestueux, qu'il dépasse de loin les manifestations qui ont renversé le dictateur Mubarak en février 2011.

Le cri de ces millions de personnes – qui se sentent victorieux après avoir renversé le tyran et prennent conscience d'être en train de construire leur propre histoire – se résume dans un ultimatum catégorique : Morsi, dégage !

La LIT-QI manifeste son soutien et sa solidarité les plus complets et inconditionnels avec ce nouveau haut fait révolutionnaire du peuple égyptien.

Il n'y a pas de doute que nous sommes en présence d'un événement colossal, dont la force écrasante fait partie de l'ensemble du processus des révolutions qui secouent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et qui le renforce considérablement.

La puissante mobilisation égyptienne est un formidable encouragement pour les combattants qui font face au dictateur Bachar Al Assad en Syrie, pour les jeunes qui se mobilisent en Turquie, en Tunisie, au Brésil, dans les villes européennes et partout dans le monde !

Les masses entrent en scène et ouvrent une crise au sein du gouvernement et du régime

Les rues du pays sont complètement prises par une marée de milliers de drapeaux et de banderoles disant « Erhal » (dégage) ; et le mot se répète sur des « cartons rouges » (comme dans le football) avec l'image de Morsi. Des milliers de protestataires montrent des chaussures à côté de l'image du président islamiste – un symbole de rejet chez les musulmans.

Au moment d'écrire ces lignes, les rapports provisoires du ministère égyptien de la Santé annoncent la mort d'au moins 20 manifestants, et plus de 800 blessés, principalement lors des affrontements avec la police et les gangs armés de la Fraternité, qui se fraient un chemin à coups de matraque dans les rassemblements de l'opposition. Déjà le vendredi 28 juin, au cours d'importantes manifestations pour et contre Morsi, il y a eu deux morts et 139 blessés.

Au Caire (la capitale), à Alexandrie et dans d'autres grandes villes, des milliers de manifestants ont lapidé, saccagé et incendié le siège du Parti de la liberté et de la justice, le bras politique des Frères musulmans. En fait, jusqu'à présent, la plupart des décès sont survenus lors de ces affrontements dans les sièges du parti au Caire et dans la ville de Assiout.

L'emblématique Place Tahrir est à nouveau au centre des protestations. Elle est occupée par des manifestants et des centaines de tentes, alors que des milliers de gens disent qu'ils ne vont pas s'en aller, jusqu'à la démission de Morsi. D'autres milliers de jeunes ont commencé à occuper les alentours du palais présidentiel, l'Ittihadiya.

Le mouvement de jeunes *Tamaroud* (rébellion), qui a appelé aux manifestations, affirme avoir recueilli 22 millions de signatures pour exiger la démission de Morsi. Ce mouvement, qui fait partie d'une plate-forme appelée « 30 juin », a averti le gouvernement qu'il doit abandonner le pouvoir et convoquer à de nouvelles élections.

Pour l'instant, comme une conséquence directe de la crise politique aiguë ouverte dans le pays, quatre ministres du gouvernement de Morsi ont démissionné. De même, cinq sénateurs identifiés avec l'opposition dans la « Shura » (la chambre haute du parlement) ont démissionné.

La colère contre le gouvernement va de pair avec un sentiment anti-impérialiste croissant. Dans les marches et les places, de nombreux panneaux affichaient le visage de Morsi encadré par les drapeaux entrelacés des Etats-Unis et d'Israël.

Ce rejet de la politique impérialiste en Egypte – une politique marquée par un fort soutien d'Obama à l'administration Morsi – a atteint un tel point de tension que Washington fut obligé à retirer une partie de son personnel diplomatique « à cause des problèmes politiques et sociaux qui se présentent » et à demander à ses citoyens de reporter leurs voyages « non essentiels ».

La réalité est que l'action révolutionnaire des millions de personnes qui sont descendues dans la rue, a ouvert une crise de pouvoir au sommet du régime. Et il y a la possibilité du renversement de Morsi – dont le règne s'apparente à un régime

militaire –, ce qui serait une grande victoire pour les masses.

En Egypte, nous avons la preuve la plus incontestable du caractère permanent de la révolution, du fait que la première conquête est le point de départ pour poursuivre la lutte pour davantage de revendications. En termes du processus révolutionnaire égyptien, le renversement de Moubarak n'était que le début.

Un régime répressif de bradage, qui se maintient sans Moubarak

Le gouvernement de Moubarak était un gouvernement militaire au sein d'un régime militaire. Lorsque ce gouvernement fut remis en question par les masses, l'armée a dû le sacrifier pour protéger l'ensemble du système de la mobilisation populaire, car après 30 ans de tyrannie, Moubarak était complètement discrédité dans le peuple et usé à tel point qu'il ne pouvait plus maintenir la stabilité dans le pays.

Cette manœuvre – de jeter le fusible à la dernière minute – a permis aux forces armées, dépositaires d'un certain prestige dans la société depuis l'époque de Nasser, de ne pas sombrer avec Moubarak, à tel point que, dans cette crise, elles étaient vues par un secteur des masses comme « les alliées du peuple » et elles ont pris le pouvoir sous la forme d'une junte militaire.

Pendant, bien que la chute fut celle de Moubarak et non du régime militaire, cela ne signifie pas que le régime en est sorti indemne. Le système s'est maintenu, mais non sans avoir reçu un coup dur par l'action des masses.

La chute de Moubarak ouvrit une situation révolutionnaire marquée par une crise permanente. Cela se manifeste dans l'incapacité, pour le régime, de réprimer les luttes comme avant, dans la conquête de plus de libertés démocratiques, dans l'émergence de nouveaux syndicats et d'organisations sociales, et dans un climat de mobilisations et d'affrontements constants.

Dans ce cadre, le régime militaire et son gouvernement, la junte militaire, ont conclu une alliance avec l'organisation des Frères musulmans – une organisation bourgeoise avec un grand prestige parmi les masses, qui avait gagné l'élection présidentielle – afin de stabiliser la situation.

Nous avons expliqué déjà, dans d'autres articles, que cette alliance a permis à la Fraternité d'assumer le gouvernement, quitte à permettre à Morsi de garder intacts les piliers du régime politique en Egypte. Et cela signifie, par-dessus tout, que les forces armées maintiennent leurs privilèges ostentatoires et toute leur puissance économique et politique.

C'est ainsi que le premier gouvernement civil a succédé à la chute du roi Farouk en 1952, un **gouvernement** civil, mais toujours dans le cadre du **régime militaire**.

Et c'est ainsi que, grâce à ce nouveau gouvernement basé sur la Fraternité, le haut commandement militaire égyptien contrôle toujours au moins 40 % de l'économie nationale. En plus de contrôler des entreprises et de posséder d'immenses étendues de terre, les généraux reçoivent toujours directement de Washington plus de 1,4 milliard de dollars par an, la plus grande « aide militaire » octroyée par l'impérialisme après celle fournie à Israël. C'est bien pour cette raison que Morsi a maintenu, durant son mandat, l'impunité non seulement de l'ancien dictateur Moubarak, mais aussi des responsables de l'assassinat de plus de 850 personnes lors des journées qui l'ont renversé, il y a plus de deux ans.

Dans de multiples abus de pouvoir, Morsi a attaqué les libertés d'organisation, de manifestation, de grève et de presse. Il faut se rappeler qu'en décembre 2012, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour freiner l'imposition d'un décret qui lui donnait des pouvoirs quasi absolus. Dans le même mois, Morsi est parvenu à faire approuver – quoique de justesse, et au prix de défaites dans les grands centres urbains comme Le Caire et Alexandrie – une constitution écrite au goût et au bon plaisir de l'armée, contre les travailleurs, contre les grèves et fondée sur des préceptes religieux.

La grave crise économique qui sévit en Egypte est la toile de fond de ces manifestations contre des mesures autoritaires, appliquées par les institutions d'un régime qui n'a pas été détruit, en dépit de la grande victoire que signifia le renversement de Moubarak. On estime que 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter, dépassant 13 % de la population et touchant en particulier 77 % des jeunes et plus de 85 % des jeunes avec un diplôme universitaire.<sup>2</sup>

La dette extérieure du pays représente 90 % du PIB. L'an dernier, Morsi a dépensé environ 10 % du PIB, uniquement en paiements d'intérêts de prêts contractés par Moubarak. Le déficit budgétaire (quand les dépenses dépassent les recettes) est de 10,4 %. Ce qui n'a pas empêché Morsi et les militaires de s'engager à mettre en œuvre un plan rigoureux d'ajustements, pour répondre aux exigences imposées par le FMI pour l'approbation d'un nouvel endettement de 4,8 milliards d'euros.

Ce cocktail explosif s'ajoute à la hausse du prix et la pénurie des produits de base, la hausse du prix de l'essence et les incessantes coupures de courant. Face à cette réalité, le peuple égyptien est conscient que, s'il a renversé Moubarak, ce n'était pas pour continuer à vivre comme avant, ou même pire.

Dans de nombreux secteurs de masses, il y a un sentiment que Morsi et les Frères musulmans n'ont pas répondu aux espoirs de l'exploit initié en 2011 et ont trahi les objectifs de la révolution. Pour Zaid Sultan, 35 ans, blessé au cours des manifestations contre Moubarak, « il y avait trois principes de cette révolution : le pain, la justice et la liberté. Morsi ne s'est occupé d'aucun des trois. Il a eu une année pour le faire et le pays n'a fait qu'empirer. Il doit dégager. »<sup>3</sup>

La Fraternité était considérée par beaucoup jusqu'à récemment comme « progressiste », mais l'expérience politique avec ce parti s'accélère. Pas étonnant. Il y a une révolution dans le pays et la conscience avance, galopant au rythme des actions,

et en quelques mois, elle fait un progrès qui prendrait des décennies en situation de « paix sociale ».

#### L'ultimatum de l'armée

Le sommet des forces armées a décidé d'intervenir, face à la profonde crise dans les hauteurs et la possibilité que le second gouvernement de son régime soit vaincu par les masses. Et il essaye de répéter la manœuvre utilisée lors de la crise qui a mis fin au gouvernement de Moubarak.

Etant donné que Morsi n'offre pas la capacité de contenir la mobilisation des masses, le 1er juillet, les forces armées ont donné un ultimatum de 48 heures aux partis politiques pour parvenir à un accord. Dans une déclaration télévisée, le général Abdel Fattah al Sissi, chef de l'armée et ministre de la Défense, a déclaré : « *Comme dernière opportunité, les forces armées donnent 48 heures aux forces politiques pour assumer leur responsabilité en ce moment historique pour le pays, et elles ne pardonneront à aucune force de manquer à sa responsabilité.* »

Et l'armée annonça que, dans le cas contraire, elle sera « *dans l'obligation nationale et historique de respecter les exigences du peuple, d'annoncer une feuille de route et d'assumer sa mise en œuvre avec la participation de tous les courants fidèles, y compris les jeunes [qui ont promu la révolution], et sans l'exclusion de qui que ce soit.* »

Le sommet militaire justifia sa position par la nécessité de « *protéger la patrie* », car « *la sécurité nationale de l'Etat est très menacée par ce qui se passe dans le pays* ». Et il annonça, en outre, que « *la perte de plus de temps ne ferait qu'apporter davantage de divisions et de conflits* ».<sup>4</sup>

Cette annonce faite par les militaires montre que la crise ouverte par l'immense mobilisation populaire a fortement perturbé non seulement le gouvernement, mais aussi le régime politique lui-même, car il y a des divisions dans les échelons supérieurs du pouvoir.

Il semble bien que le sommet des forces armées soit prêt – contraint une fois de plus par la force des mouvements populaires – à sacrifier un autre gouvernement afin de maintenir son régime. **Et en dépit de cette contradiction – le fait que ce soit le sommet militaire qui reprend directement les rôles du gouvernement –, ce sera une nouvelle victoire pour les masses, une victoire partielle, mais importante, car celles-ci auront asséné un nouveau coup au régime militaire, même si elles ne l'ont pas détruit.**

Malheureusement, un secteur important des masses a reçu cette annonce des généraux avec un certain espoir, et même avec joie. Cela est dû au fait que, pour les masses, les gouvernements (Moubarak, Morsi) sont toujours l'ennemi clair et immédiat, et non précisément l'armée en tant qu'institution, même si la mobilisation agit objectivement contre l'ensemble du régime. Les généraux continuent d'être vus par un secteur important comme « arbitres », et même comme « amis du peuple », et non comme les principaux ennemis.

C'est pourquoi il nous semble que c'est une grave erreur, que le groupe *Tamaroud* (rébellion) ait bien accueilli la position de l'armée en disant que celui-ci aurait choisi « le côté du peuple ».

Dans un communiqué, ce groupe de jeunes avait déjà intimé « *les institutions de l'Etat, y compris l'armée, la police et le système judiciaire, de s'aligner clairement à la volonté du peuple, manifestée par les foules* ». C'est une grave erreur, car le problème ne se limite pas à Morsi, mais concerne tout un régime, basé sur l'armée, qui soutient l'Etat capitaliste et brade les richesses du pays à l'impérialisme, et dont la défaite est incontournable, non seulement pour conquérir complètement les libertés démocratiques, mais aussi pour résoudre les problèmes structurels du peuple égyptien.

Il est donc clair, à partir de cela, que ce qui se passe en Egypte ne peut pas être considéré comme un « putsch militaire », mais représente un remaniement tactique de l'armée (qui n'a jamais perdu le contrôle du pays) face à l'usure du gouvernement Morsi (qui, à son tour, a toujours fait partie du régime), afin de sauver, encore une fois, un système politique de plus en plus frappé par la révolution en cours.

La tâche immédiate est le renversement de Morsi !

Dans ce contexte, la tâche principale et immédiate à l'ordre du jour est la continuation et l'intensification de la mobilisation pour renverser Morsi, et en même temps, la destruction du régime soutenu par les généraux et financé par l'impérialisme. Plus que jamais, l'essentiel consiste à garder l'orientation centrale de la mobilisation : **A bas Morsi ! Pour la chute du régime militaire ! Les militaires hors du pouvoir !**

Nous insistons sur le fait que la chute de Morsi sera une victoire très importante pour les masses. Ce sera le deuxième gouvernement du régime militaire à être vaincu dans la rue. Il en est ainsi, même dans le cas où la mobilisation ne détruit pas encore le régime, pour l'instant, car cette victoire affaiblit le régime et approfondit sa crise.

Dans le cadre de cette lutte contre un régime bonapartiste, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique d'ample unité d'action contre le régime militaire et ses gouvernements. Cette unité d'action, réalisée avec l'indépendance politique la plus complète du mouvement ouvrier et des organisations révolutionnaires, doit inclure tous les secteurs démocratiques opposés au régime militaire, depuis les organisations et les plates-formes de jeunes comme *Tamaroud*, jusqu'aux partis des patrons et le Front National pour le Salut d'El Baradei et Amr Moussa.

Dans cette vaste unité d'action, concrète et circonstancielle, avec tous les secteurs « démocratiques », pour faire face à Morsi et les militaires, il ne faut pas perdre de vue un seul instant que, par leur caractère de classe, les partis bourgeois seront incohérents, y compris dans la confrontation ultérieure avec le régime militaire, car leur programme économique est également capitaliste, néo-libéral et de bradage.

Dans cette lutte pour la démocratie, il faut intégrer également des exigences et des mesures concrètes contre le chômage, pour l'augmentation générale des salaires et pour une réforme agraire radicale. Ceci est très important, car il est indispensable que classe travailleuse égyptienne, une des plus fortes dans la région, entre en scène de manière organisée, étant données sa force décisive pour le processus et sa tradition éprouvée de lutte contre Moubarak, et contre Morsi.

Au milieu de cette crise, et comme activité dans le mouvement ouvrier, il est nécessaire d'envisager la possibilité et la nécessité d'une grève générale qui détermine la chute de Morsi et de l'armée.

Par conséquent, il est nécessaire que l'ensemble du mouvement ouvrier, de la jeunesse et du peuple lutte pour : A bas le gouvernement de Morsi et des militaires ! ; A bas la Constitution de Morsi et des militaires ! Exigeons une nouvelle Assemblée constituante pour établir des libertés démocratiques amples et complètes, pour rompre tous les accords avec l'impérialisme, et pour exproprier les avoirs de Moubarak et de l'ensemble de l'ancien régime !

Nous ajoutons à cela : Pour une augmentation immédiate et générale des salaires, selon le coût des besoins essentiels d'un ménage ! Pour un plan économique d'urgence et la réduction immédiate du temps de travail sans réduction de salaire, afin de garantir un emploi pour tous ! Pour l'expropriation des grandes entreprises nationales et multinationales et du système financier !

En outre, la rupture complète avec l'impérialisme est à l'ordre du jour, comme on le voit dans les manifestations. Rupture immédiate du traité de Camp David et de toute la subordination politique et financière de l'armée par rapport à l'impérialisme et Israël ! Non à la nouvelle dette de 4,8 milliards de dollars que Morsi et les militaires sont en train de négocier avec les banquiers de Washington ! Non au paiement de la dette extérieure, afin que ces ressources soient dépensées pour l'emploi, les soins de santé et l'éducation pour le peuple égyptien ! Rupture totale avec le FMI et toutes les organisations impérialistes !

En même temps, la tâche du renversement de Morsi et de la destruction du régime militaire doit être considérée comme un pas dans la perspective stratégique ininterrompue d'installer un gouvernement ouvrier, paysan et populaire basé sur les organisations ouvrières et sociales et sur leur propre démocratie. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de construire, dans le feu de la lutte, un parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste.

Secrétariat international de la LIT-QI  
São Paulo, le 1er juillet 2013

---

<sup>1</sup> *El País*, 07/01/2013

<sup>2</sup> <http://www.dinero.com/edicion-impresa/editorial/articulo/la-trampa/174785>

<sup>3</sup> Selon *El País*

<sup>4</sup> Selon AFP